TELQUEL

TELQUEL

12

N°123 • Du 17 au 23 avril 2004

Le Maroc tel qu'il est

EXCLUSIF

Stratégies, cartes, grandes victoires et terribles défaites... *TelQuel* reconstitue 16 ans de combats meurtriers

CADEAU !

4 nouvelles inédites

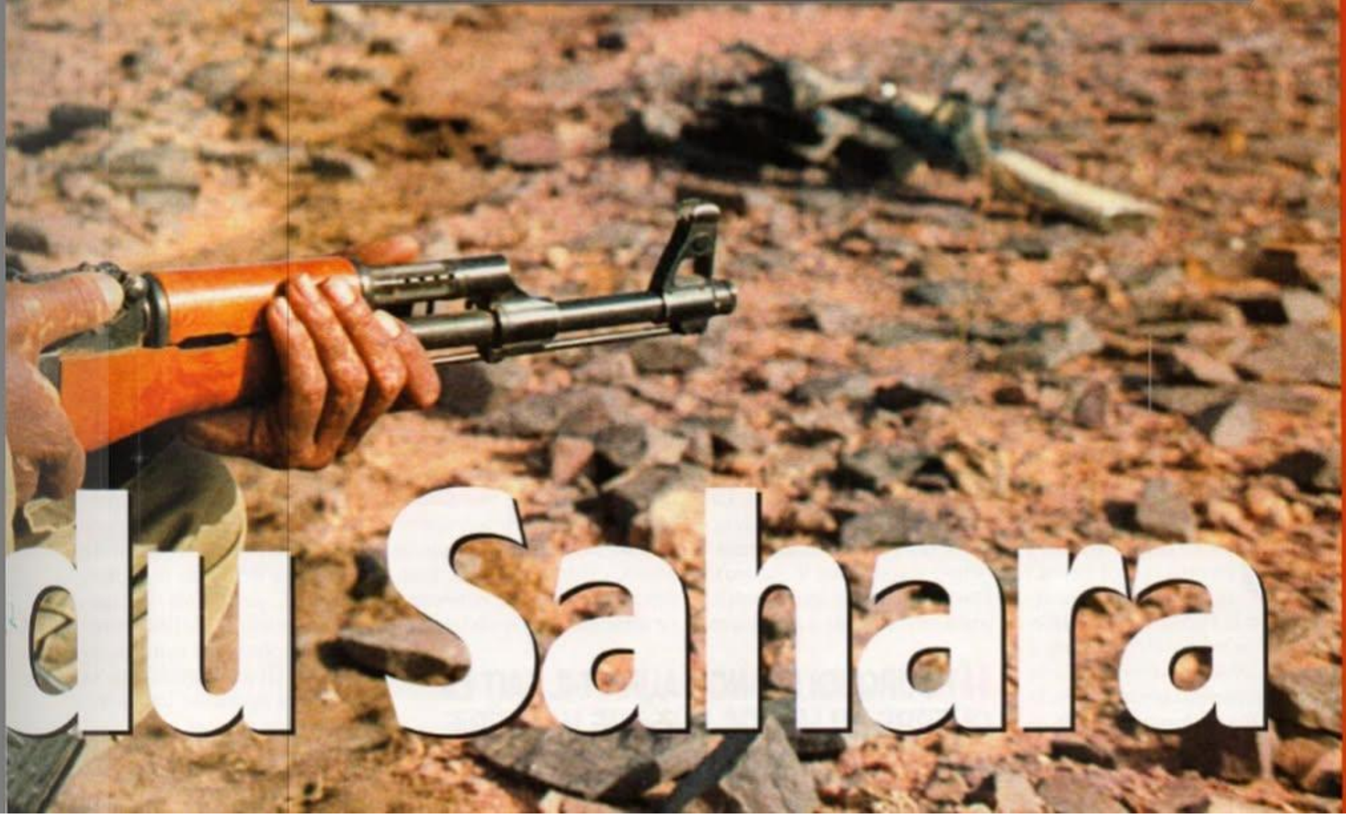
Le n°2 de votre supplément mensuel *Nouvelles choisies*

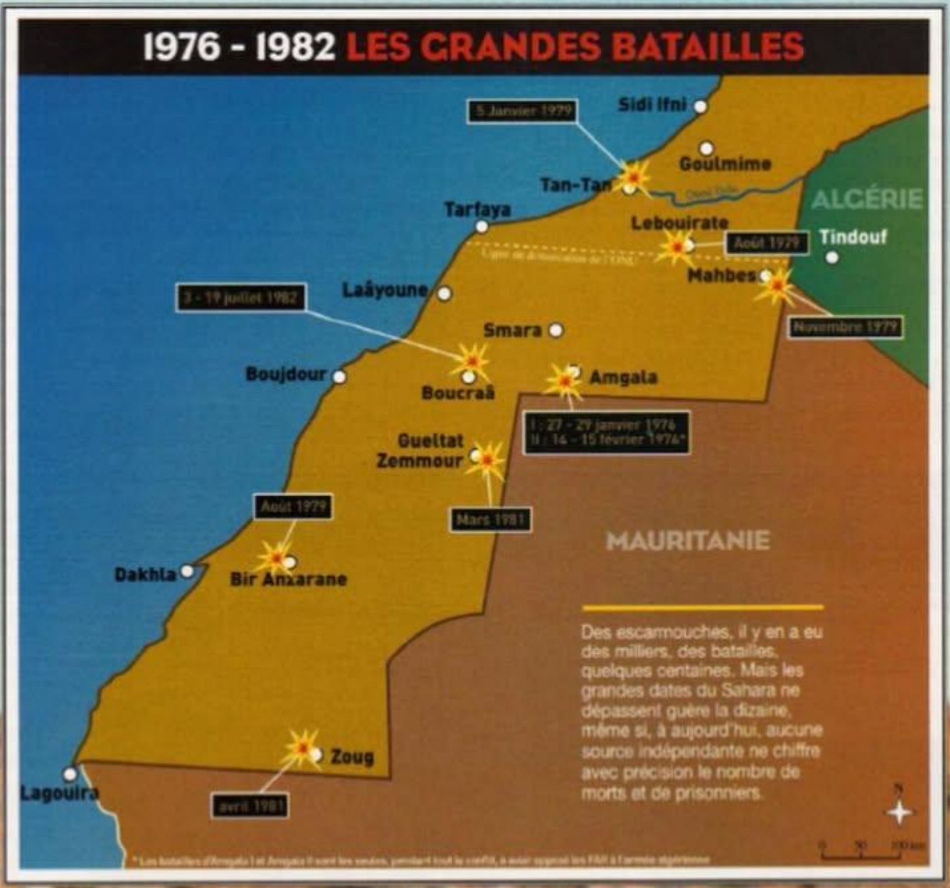
La vérité sur la guerre du Sahara

Archives, cartes, recoupements, multiples entretiens avec des officiers d'active... **Karim Boukhari** et **Amale Samie** ont creusé le plus loin possible pour reconstituer la trame d'une guerre qu'on connaît mal.

UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE

La vérité sur la guerre

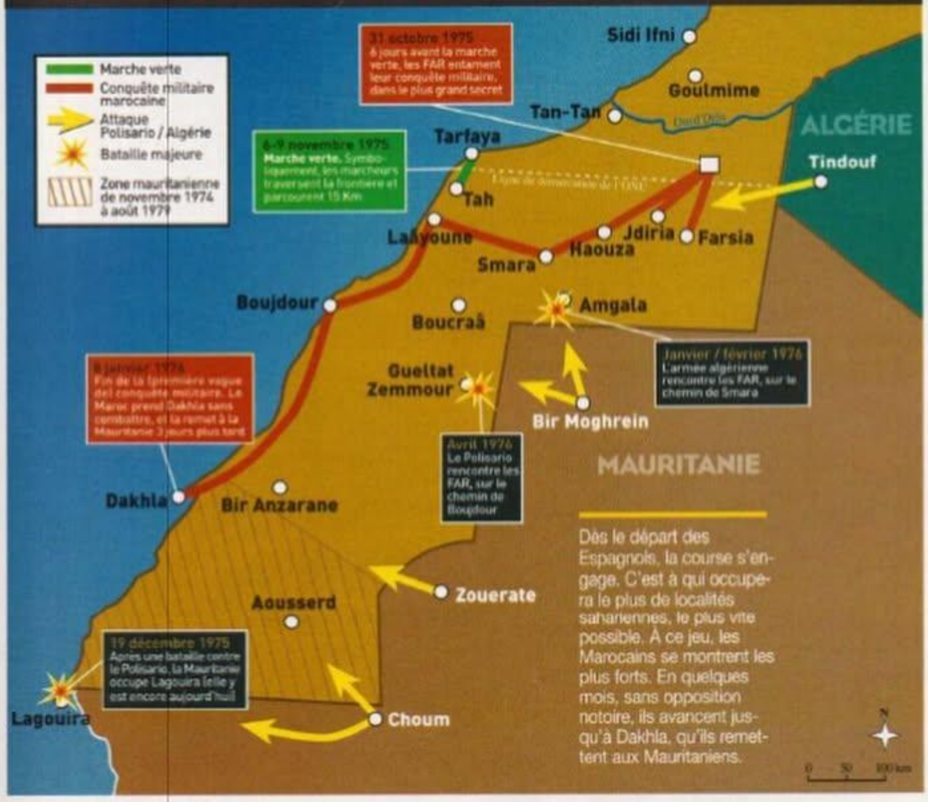



1976 - 1982 LES GRANDES BATAILLES
Sidi Ifni
5 Janvier 1979
Goulmime
Tan-Tan
ALGÉRIE
Tarfaya
Lebouirate
Août 1979
Tindouf
Mahbes
Laâyoune
3 - 19 juillet 1982
Novembre 1979
Smara
Boujdour
Boucraâ
Amgala
I : 27 - 29 janvier 1976
II : 14 - 15 février 1976*
Gueltat
Zemmour
Août 1979
Mars 1981
MAURITANIE
Dakhla
Bir Anzarane
Des escarmouches, il y en a eu des milliers, des batailles, quelques centaines. Mais les grandes dates du Sahara ne dépassent guère la dizaine, même si, à aujourd'hui, aucune source indépendante ne chiffre avec précision le nombre de morts et de prisonniers.
Zoug
Lagouira
avril 1981

du Sahara

Que sait-on vraiment de cette guerre ? Pendant 30 ans, la lourde chape hassanienne, puis le réflexe de peur, ont confiné les Marocains dans l'ignorance de ce qui a été, pourtant, une véritable épopée militaire. 5 phases principales l'ont marquée : l'effort de conquête et ses préparatifs (1973-1976), le harcèlement de l'ennemi et les défaites successives (1976-1980), la pénible érection du mur de protection et le renversement graduel de la situation (1980-1987), avant le statu quo final, puis le cessez-le-feu (1991). Chronique d'une guerre méconnue.

1973 - 1976 PETITE MARCHE ET GRANDE CONQUÊTE



1973 - 1976 OCCUPATION DU TERRAIN

Dès 1973, le Maroc a compris son erreur initiale d'avoir sous-estimé le Polisario. *"Le ralliement immédiat du Polisario à l'Algérie et, derrière, son adossement financier et militaire à la Libye et à pratiquement tout le bloc de l'Est, a été vite digéré*, nous expliquent des officiers à la retraite. *Le Maroc n'a été ni bien conseillé, ni bien préparé à livrer bataille. Mais, il a compris que l'Espagne allait quitter le Sahara et que le reste allait se réduire à une course contre la montre"*. En 1974, Hassan II saisit la Cour internationale de justice de La Haye au sujet du statut du Sahara. En parallèle, il fait appel à son homme de confiance du moment, Ahmed Dlimi, qui réendosse sa tunique de militaire. À partir de 1974, Dlimi et ses hommes tenteront des incursions-éclair dans le Sahara contrôlé par l'Espagne. Quand, en 1975, la CIJ de La Haye et l'ONU rendent leur copie (en gros, oui à une autodétermination pour le Sahara), Hassan II déduit que le territoire reviendrait à celui qui l'occuperait en premier, aussitôt que les troupes espagnoles auraient décampées. D'où l'idée d'une Marche verte vers Laâyoune doublée, à l'est, d'une pénétration militaire. L'Espagne de Franco a tout compris et a choisi, sur la fin, de laisser faire. *"Pourquoi Franco aurait-il fait la guerre au Maroc puisque l'Algérie, via le Polisario, allait immanquablement le faire ?*, nous explique un gradé marocain. *L'Espagne voulait bien retirer ses troupes du moment qu'elle s'était assurée en partie le contrôle des phosphates et de la pêche dans la région et de la sauvegarde des îles Canaries en regard du territoire disputé"*. C'est en 1975 que le Maroc effectue, pour de bon, des missions de reconnaissance aérienne dans le ciel du Sahara. Dlimi et ses hommes préparent déjà un ratissage du terrain, loin de la côte atlantique. Tout est prêt pour concrétiser le coup de poker tenté par Hassan II : une Marche verte vers Laâyoune. Un véritable coup de génie. Ou comment occuper symboliquement la "porte" du Sahara, mettant les voisins et la communauté internationale devant le fait accompli, tout en s'assurant le consensus de la classe politique et en tenant éloignée une armée qui restait sur deux tentatives successives de coups d'Etat, en 1971 et 1972. Le 6 novembre 1975, donc, 350.000 civils, accourus des quatre coins du royaume, marchent vers Laâyoune, en partant de Tan Tan, escortés par des avions-éclaireurs. Les "marcheurs" ne vont pas jusqu'à Laâyoune, mais ils ont le temps de franchir la ligne de démarcation symbolique via le poste frontière de Tah. Le Maroc a ouvert la porte et mis les pieds dans l'ancien Sahara espagnol ! Pratiquement dans le même temps, Dlimi entame l'opération Ouhoud, du nom d'une célèbre guerre sainte de la première ère islamique. Militairement, la surprise est totale. Pendant le déroulement de la Marche verte vers Laâyoune, Dlimi pénétrait le Sahara en douce, à plus de 100 km à l'est, en "raflant" au passage les postes de Farsia, Jdiriya, Hawza et, plus tard, Mahbes, finissant de nettoyer tout le secteur de Smara. Le tout sans opposition notoire. L'occupation du terrain est en marche et Franco, de son lit de mort, a donné à ses troupes l'ordre de ne pas tirer. Le 14 novembre, le Maroc signe les accords de Madrid dont la Mauritanie, qui hérite du contrôle du tiers sud du Sahara, est la troisième partie prenante. Les troupes de Mokhtar Ould Daddah s'emparent de Lagouira avant de marcher, plus tard, sur Dakhla. L'Algérie dénonce, le Polisario regroupe toutes ses troupes du côté de Tindouf, alors que sa direction multiplie les va-et-vient jusqu'à Alger.

Début 1976, le décor est bien planté : la Mauritanie

“POURQUOI FRANCO AURAIT-IL FAIT LA GUERRE AU MAROC PUISQUE L'ALGÉRIE, VIA LE POLISARIO, ALLAIT LE FAIRE ?”

PHOTOS AFP

Hassan II en conférence de presse à Paris, quelques jours après la Marche verte. Debout, à droite, le colonel Ahmed Dlimi

contrôle théoriquement le tiers-sud du Sahara et le Maroc les deux tiers nord. L'Algérie se prépare et prépare le Polisario à la guerre. Alors que la communauté internationale se relève encore du choc, tout est prêt pour une guerre qui sera, beaucoup plus, une course effrénée pour occuper les villes, plutôt que d'investir entièrement un territoire à la configuration d'un no man's land difficile à sécuriser. Pour Dlimi, qui commande les troupes marocaines, la stratégie consiste à occuper le terrain par paliers, horizontalement, en s'enfonçant graduellement vers le bas, via de longues colonnes blindées. En face, l'Algérie arme le Polisario et l'envoie récupérer les positions prises par les Marocains. La guerre du Sahara à proprement parler peut commencer.

1976 - 1980 : LA GRANDE DÉSILLUSION

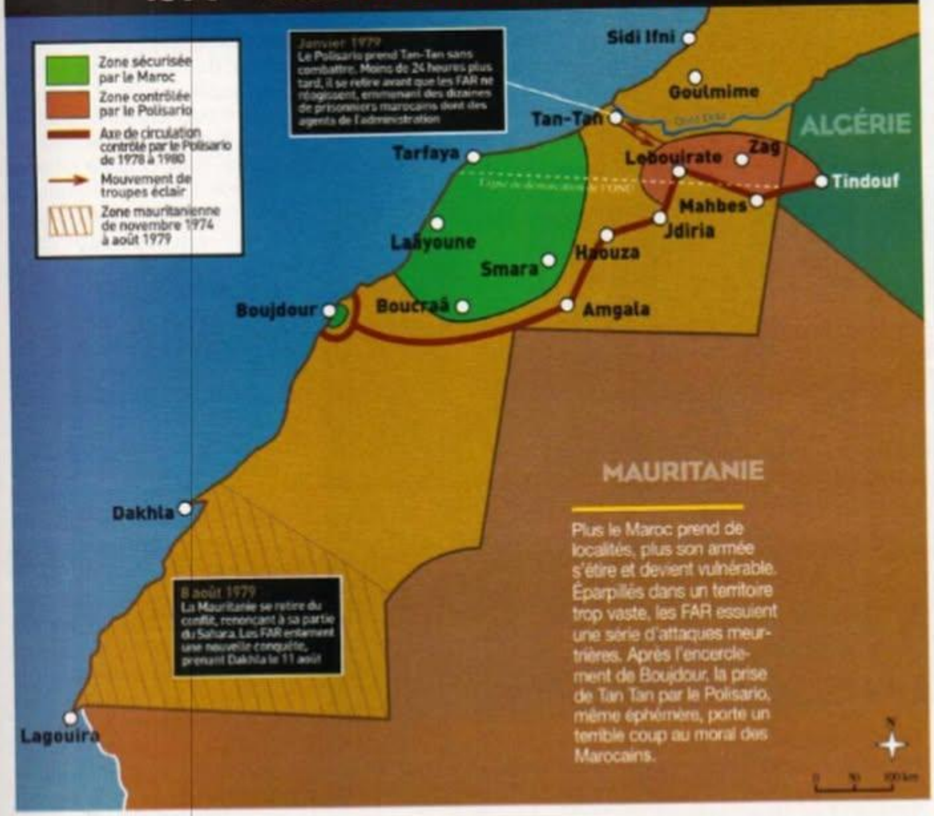
L'euphorie née de la pénétration en douce des unités de Dlimi dans le Sahara n'a pas duré longtemps. Dès janvier 1976, une première grande bataille a lieu autour d'Amgala, entre des troupes marocaines et algériennes. Les Marocains gagnent la première manche, laissant 200 victimes algériennes sur le sable. La victoire est totale et le Maroc, sur ordre de Hassan II, choisit de "se contenter" de la prise de 100 prisonniers algériens. Le calcul du monarque est simple : le Maroc a gagné la bataille, mais il n'a pas envie de déclencher une guerre contre l'Algérie. D'où le choix de libérer une bonne partie des captifs. Le calcul, en tout cas, sera juste, puisque cette bataille maroco-algérienne, plus connue comme Amgala 1, restera comme la seule confrontation réelle entre les troupes des deux pays. Quelques semaines plus tard, le Maroc perd Amgala suite à la riposte polisaro-algérienne. Et à partir de là, les deux (ou trois) adversaires se livreront à un interminable jeu du chat et de la souris. Le Maroc occupe déjà plusieurs villes. Pour conforter ses positions, il se heurte au problème du ravitaillement. Le Polisario sort alors ses griffes. Grâce à sa très grande mobilité, il déploie sa technique de la guérilla en multipliant les attaques surprise de toutes parts. "*C'est*, comme nous l'explique cet officier, *une guerre sans front, où les embuscades sont monnaie courante*". Les Marocains, à leur grande surprise, découvrent que le Polisario, comme cela nous a été confirmé par plusieurs sources, est "*mieux*

Genèse du Polisario

"LE CABINET ROYAL NOUS PRENAIT DE HAUT"

Le Polisario doit son existence au tandem des frères Mustapha Sayed : El Ouali et Bachir. Le premier suivait des études de médecine, le deuxième faisait son droit, tous les deux à l'université de Rabat. Très actifs dans la capitale du royaume, El Ouali et Sayed militent pour la décolonisation du Sahara, alors sous occupation espagnole. Au début des années 70, le rêve de décolonisation se transforme peu à peu en rêve d'indépendance. Les "Sahraouis" tapent à la porte des partis dont ils souhaitent la caution politique. Ils vont de l'UNFP où ils sont reçus par le duo Bouabid – Benjelloun, à l'Istiqlal où El Fassi – Douiri leur donnent la réplique. Les partis ne bronchent pas, jugeant le timing "mauvais pour soulever la question". En fait, ils n'osent pas, craignant un retour de bâton de la monarchie, avec laquelle les relations, déjà, sont au plus bas. Les Sahraouis n'abdiquent pas et vont jusqu'à solliciter Ahmed Balafrej au Cabinet royal. L'entrevue reste sans lendemain. Sans doute une question de standing, les conseillers du roi Hassan II voyant mal celui-ci accorder audience à des jeunots menés par un Che Guevara des sables. "*On nous a pris de haut*", diront les jeunes Sahraouis aux leurs, dont beaucoup n'ont jamais digéré que le Maroc de l'Indépendance n'ait pas "allongé" le pas jusqu'à récupérer les provinces du Sud. C'est la rupture. En 1973, El Ouali et son frère Bachir, auxquels s'ajouteront Mahfoud Ali Baïba, Mohamed Lamine Ould Bouhali, Brahim Ghali, Mohamed Lamine Ahmed, Omar Hadrami et Ayoub Lahbib, originaires pour la plupart de la puissante tribu des Rguibat, fondent officiellement le Polisario ou front de libération de Sakiat El Hamra et Ouad-Addahab (Rio de Oro pour les Espagnols). El Ouali regagne le Sud avec ses compagnons, dont une partie lorgne déjà sur Tindouf, ancienne bourgade marocaine rattachée à l'Algérie du temps de la colonisation française, définitivement abandonnée par Hassan II dans les suites de la guerre des Sables de 1963. Le Polisario, né d'une frustration marocaine, tombe dans les bras du voisin algérien qui y voit une aubaine pour s'ouvrir sur l'Atlantique. Ce qu'on appellera plus tard le conflit du Sahara occidental est né, pratiquement en même temps que le Polisario. ❚

1976 - 1980 GUERRE DE POSITIONS



équipé, mieux préparé" à une guerre qu'il pressent longue. Écoutons la confidence de ce pilote de chasse marocain : *"On effectuait nos missions aériennes à l'œil nu. Pour beaucoup d'entre nous, on recevait notre formation sur le tas. J'ai tiré, faute de discernement, sur des positions marocaines... En face, le Polisario n'avait pas d'aviation, mais avançait dans des chars ultrasophistiqués pour l'époque, équipés d'infrarouge, qui leur permettaient d'attaquer et de cibler juste même la nuit"*. En plus, et tout au long de cette année 1976, les unités du Polisario s'infiltraient dans le massif de l'Ouarkziz qui surplombe la gara de Tindouf. Occupé à libérer les villes du Sahara, le Maroc n'a pas cru l'Algérie capable de donner le feu vert au Polisario pour s'attaquer aux parties non contestées du Maroc. Le Polisario a fini par faire de cette montagne marocaine un véritable bunker et une base de lancement des attaques contre les positions marocaines.

L'année 76 verra aussi la mort d'El Ouali, le fondateur du Polisario, en plein champ de bataille sur le front mauritanien. Il est remplacé, à la surprise générale, par Mohamed Abdelaziz, voulu et imposé par les Algériens. Sur les champs de bataille, le Maroc perd considérablement du terrain. L'aviation marocaine multiplie les missions. Au point qu'on l'accuse d'avoir eu recours au napalm lors d'une de ces missions... Le Polisario multiplie les attaques, notamment à partir de 1978, contre les positions marocaines. En parallèle, l'Algérie déstabilise la Mauritanie politiquement, et le Polisario l'use militairement. L'été 1978, déjà, le président mauritanien Ould Daddah est renversé par Ould Haïdallah. L'année d'après, la Mauritanie se retire tout simplement du Sahara. La guerre, qui fait rage, devient celle du Maroc et de l'Algérie. Hassan II contre Boumediène. Deux modèles de gouvernance diamétralement opposés.

Avec le retrait de Nouakchott, le Maroc se retrouve avec un territoire de près de 270 000 km² à sécuriser. Une tâche d'autant plus difficile que le Polisario, désormais, multiplie les attaques de l'intérieur même du territoire mauritanien, en partant des villes du Nord, dont Zouerate. Ou Bir Moghrein. En août 1979, et à l'évacuation de Dakhla et tout l'Oued Eddahab par la Mauritanie, les forces marocaines investissent la ville, après une course contre la montre avec les unités du Polisario venant de Zouerate et de Bir Moghrein. Les Marocains arrivent plus vite que leurs adversaires ; le 11 août, ils sont à Dakhla. Le 14, ils commencent à sécuriser la province. Mais les lignes de l'armée marocaine s'étirent, le ravitaillement se perd en cours de route. Le Maroc recule et, en dehors des grandes villes comme Boujdour et Dakhla, il se cantonne au Nord et à ses trois points stratégiques que sont Laâyoune, Boucraâ et Smara. Tout autour, le Polisario tisse un axe de défense "mobile" qui va jusqu'aux portes de Boujdour. En janvier 1979, par exemple, il pousse le luxe jusqu'à occuper, quelques heures durant Tan Tan, violant allègrement la souveraineté marocaine. La désillusion, qui durera jusqu'en 1980, est alors d'autant plus grande que, sur le plan diplomatique, le Polisario marque des points. Sans être un fiasco, la guerre du Sahara semble alors très mal engagée et un changement de stratégie, d'abord militaire, devient urgent.

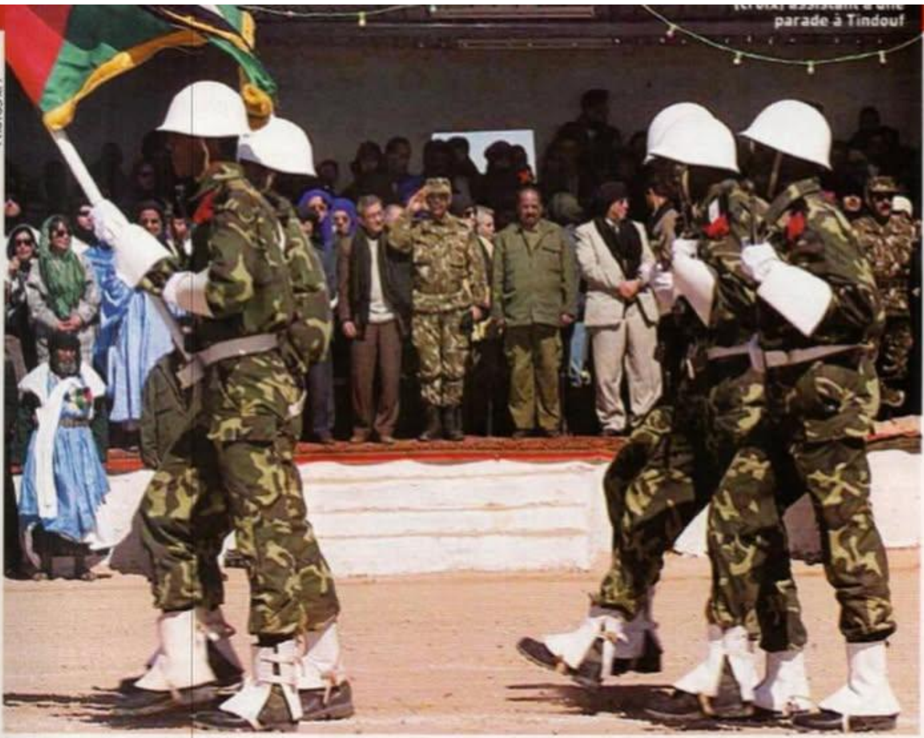
1980 - 1987 : LE MUR PAR LEQUEL LE SALUT ARRIVE

En 1980, Dlimi, sur les conseils des experts du Mossad israélien, lance le chantier d'un mur de sable, qui tracera de nouvelles frontières à l'intérieur du Sahara. *"L'idée*, se souvient un officier, *est de défendre les posi-*

Défense

ET LE MUR FUT

Dès 1979, l'idée d'un mur de défense s'impose comme une évidence pour les autorités marocaines. Construit en six étapes, s'étalant de 1980 à 1987, il comporte cinq "brèches" censées assurer le droit de suite pour les troupes marocaines. Des tranchées de plusieurs mètres sont creusées en plusieurs endroits en contrebas du mur, de façon à minimiser le risque d'une incursion adverse. Tout le long du mur, des unités de surveillance se relaient aux unités d'intervention, équipées de radars et protégées de barbelés. Chaque mur est censé sécuriser la zone qui le sépare de l'Atlantique. D'une longueur totale dépassant les 2500 km, le mur de défense est surveillé par plus de 90.000 hommes. Une bande de plusieurs centaines de mètres de champs de mines en interdit l'accès. ❚



(croix) assistant à une parade à Tindouf

PHOTOS AFP

tions marocaines, les villes comme les immensités désertiques, et surtout de choisir désormais les champs de bataille". Dlimi s'appuie sur ses trois colonnes blindées, Ouhoud, Arak et Zellaqa, fortes de 20.000 hommes chacune, pour creuser des sillons à travers le Sahara. Août 1980, le premier mur est en construction, qui protège le triangle névralgique Boucraâ-Smara-Boujdour. Le Polisario, sentant venir le danger, intensifie les attaques et accumule les démonstrations de force (bateaux de pêche arraisonnés non loin de Boujdour) avant l'achèvement du premier mur en 1982. Une année auparavant, Hassan II avait surpris tout son monde, à commencer par la classe politique marocaine, en acceptant, sans doute pour répondre à la pression de la communauté internationale, l'idée d'un référendum. Politiquement, une brèche est ouverte. Et tout devient possible. Le Maroc reprend militairement du poil de la bête. Mais, politiquement, il a bel et bien concédé du terrain pour sa souveraineté. C'est alors que l'armée, à son tour, et au bout de près d'une décennie de combats, pour reprendre l'expression d'un témoin de cette guerre, *"contre des ennemis souvent invisibles"*, donne des signes de fatigue. Que se passe-t-il au juste avant que Dlimi, un certain jour de janvier 83, trouve la mort dans un accident de voiture pour le moins irréel ? Nul ne le saura jamais, même si, des années plus tard, la CIA déclassera une partie de ses archives pour placer l'ancien commandant de la zone Sud parmi une longue liste d'assassinats politiques. L'assassinat de Dlimi changera, en tous cas, la donne au Sahara. Militairement, et surtout politiquement. Abdelaziz Bennani, voire Driss Benaïssa, Abrouk ou le colonel Britel qui dirigeront plus ou moins la manoeuvre à la suite de Dlimi, iront chercher leurs consignes auprès du roi. Hassan II décide, par exemple, que le "droit de suite" (possibilité de poursuivre les intrus en dehors du mur), auquel sont dédiées les brèches qui séparent le mur sera désormais astreint. *"Le but,* nous explique un officier à la retraite, *est d'éviter de nouveaux affrontements directs avec l'armée algérienne en poursuivant l'assaillant loin du mur"*. Politiquement, Hassan II fait de Driss Basri son représentant personnel au Sahara, et bientôt son interlocuteur aussi bien auprès des Algériens que des émissaires de l'ONU. Le Sahara, qui continue d'être un

1980 – 1987 LA PROGRESSION DU MUR

Chaque nouveau tronçon du mur sécurise la zone mitoyenne qui s'étend jusqu'à l'Atlantique… et provoque des raids violents pour en ralentir, sinon en empêcher la construction. En 1985, l'armée marocaine se sent suffisamment sûre d'elle pour entamer le quatrième mur, qui isole Tindouf. L'ouvrage est achevé en 1987.

1987-1991 STATU QUO ET GUERRE D'USURE

champ de bataille, vaut au Maroc moins de morts et de prisonniers. Mais, diplomatiquement, le retard accusé par le royaume dès les années 70 par rapport au Polisario et à l'Algérie s'agrandit. En 1984, la RASD (République arabe sahraouie démocratique), proclamée dès 1976, est reconnue par l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Le Maroc, trahi par ses amis africains, claque la porte de l'OUA et se ferme complètement. Il se reconcentre sur son effort de guerre et lance la construction d'un deuxième mur, toujours loin de Tindouf. Les escarmouches reprennent de plus belle, comme si chacun s'était mis d'accord, de part et d'autre, qu'aucune solution politique n'était envisageable avant la désignation d'un vainqueur et d'un vaincu à la guerre. En 1987, pourtant, le Maroc remporte une victoire morale : le 6e et dernier mur est achevé. Oued Eddahab est définitivement sécurisé, fermant ainsi le front mauritanien et ouvrant la voie, l'année d'après, au Plan de paix présenté par le S.G de l'ONU, Javier Perez De Cuellar.

1987 - 1991
LA FIN D'UNE GUERRE INUTILE

L'année 1987 s'annonce sous de meilleurs auspices pour le Maroc. Il stabilise la situation. Le Polisario triomphant du début des années 80 s'essouffle graduellement. Il ne parvient plus à inquiéter Dakhla, complètement sécurisée. Le dernier mur, celui qui longe la frontière avec la Mauritanie, est enfin terminé. Il protège aussi Tichla et Aousserd dans l'est de la province d'Oued Eddahab. Mais les attaques rageuses ne cessent pas. En février, mars et novembre de cette année, le Polisario effectue raid sur raid le long du mur qui va maintenant de M'hamid El Ghizlane à Guergarat, à 55 km au nord de Lagouira, pour éprouver les défenses marocaines soumises à rude épreuve. Mais désormais, la pression va changer de camp. Le Polisario laisse trop de victimes pour une armée, déjà sans hiérarchie, dont l'effectif peut aller jusqu'à 30

Armement

PETITS ARRANGEMENTS ENTRE AMIS

Le Front Polisario a été armé par la Libye dès 1973. Lors de la halte d'Atar, Kadhafi, en visite officielle en Mauritanie en 1972, demande abruptement au président Mokhtar Ould Daddah de l'aider à fonder un mouvement de libération du Sahara. Il ne fera pas impression sur le président, il contactera donc des Sahraouis encore sous occupation et leur offrira des armes légères qui serviront à attaquer les premières garnisons espagnoles. L'Algérie commencera à équiper le Front dès 1975, mais c'est seulement en 1976, au plus fort de la guerre du Sahara, que cet apport deviendra massif.

Le Polisario sera très vite muni de missiles sol-air Sam 6 et Sam 7 et de chars soviétiques. D'abord des T 54 puis 55 et T 74. C'est l'une des premières grosses surprises de cette guerre, qui en réservera d'autres. Mais les armes viennent aussi des pays de l'Est. C'est la Yougoslavie et la Corée du Nord qui fourniront au Polisario des armes qu'il utilisera dès mars 1981 pour abattre un transporteur de troupes C 130, deux bombardiers F 5 et un hélicoptère. L'Algérie fournit aussi des canons de 122 mm et tout le carburant nécessaire. Les Libyens livrent des transporteurs de troupes, des missiles et des roquettes. Tout cela dépassait de loin les prévisions des Marocains. *"(...) Sur le plan militaire, nous allons encore avoir des ennuis"*, disait Hassan II en 1984, alors que le Maroc commençait à se ressaisir.

Le royaume, quant à lui, a été équipé d'avions F1 américains et de mirages français. Pour les chars, il était aussi équipé de T 54 et T 55 soviétiques et d'AMX 30 français. Parmi les autres fournisseurs du royaume, on pouvait retrouver la Roumanie et, surtout, l'Afrique du Sud. Pour les effectifs, le Polisario comptait sur un contingent régulier de 15.000 hommes, pouvant grimper par périodes jusqu'à 40.000. Le Maroc, en face, avait mobilisé jusqu'à 120.000 hommes.

Le Maroc, qui possédait une armée conventionnelle, surtout mal préparée et un matériel trop lourd pour le terrain, comptait d'abord sur son aviation. Le Polisario, lui, comptait sur sa mobilité et sa connaissance du terrain. Il est passé, dans une deuxième étape (celle du mur), à une tactique plus conventionnelle, basée sur des percées avec des chars lourds. La suite démontrera que le calcul n'était pas forcément bon. ■

et 40.000 hommes, selon les périodes. La Libye ne fournit plus d'armes depuis longtemps, les "guerilleros" ont pris de l'âge et comme nous le dira le journaliste tunisien Abdelaziz Dahmani (il prépare un ouvrage sur le sujet) : *"La relève n'était pas à la hauteur. Finie la connaissance du terrain, la guerre avait l'âge des recrues"*. En fait, ces soldats formés en Union soviétique n'étaient pas destinés à la guérilla mais à une guerre plus conventionnelle. Toujours selon Abdelaziz Dahmani, c'est là qu'a résidé l'erreur qui sera fatale au Polisario en tant que force militaire. Les jeunes ne connaissaient le Sahara que par les cartes ou par les "excursions" à l'est des murs. C'est alors le commandant Ayoub Lahbib, dernier chef de guerre, qui fait l'essentiel de la pugnacité du Polisario.

Les opérations continuent tout de même. Le mur est solide mais pas infranchissable. Le Polisario utilise, par endroits, la technique des bombardements pour forcer le passage. Des incursions sont aussi signalées à travers l'une ou l'autre des cinq "brèches", qui séparent les six portions du mur. Défaillance des radars de surveillance ? Erreurs à mettre sur le compte de certaines négligences et défauts de transmission ? En août et en décembre1987, puis en janvier 1988, des accrochages acharnés se déroulent tout le long du mur. Ils feront près de 300 morts de chaque côté. Mais c'est désormais une guerre sans grande conviction et politiquement inutile même à celui qui l'entretient. Surtout que le Maroc et le Polisario avaient accepté le plan de paix de l'ONU, le 30 août 1988. Pour négocier en position de force, le Polisario essaie de faire le forcing, mais le 11 décembre il abat un avion américain par erreur. Durant cette même année, la situation politique est désastreuse pour les dirigeants du Front. Une révolte ouverte a explosé dans les camps de Tindouf. Une de ses conséquences sera le ralliement de 6 membres de la direction du Polisario, dont Omar Hadrami. Le Polisario tente toujours de s'adapter à des confrontations conventionnelles auxquelles le mur, désormais achevé, l'oblige. Ayoub opère par concentration de blindés. Les derniers combats significatifs auront lieu à Gueltat Zemmour, en octobre 1989, en janvier et en novembre 1990 où le Polisario laissera près de 100 morts sur le terrain. C'est à cette époque-là, selon Lahbib, rentré au Maroc depuis, que le Polisario apprend à "percer" le mur avant de faire demi-tour sous le feu de l'aviation marocaine. Il faudra attendre août 1991 pour que la guerre cesse définitivement. L'armée du Polisario se désagrège encore et ne compte plus, selon la majorité des observateurs, que 2000 à 6000 réguliers. Bizarrement, alors, quand le cessez-le-feu bilatéral est enfin proclamé le 6 septembre 1991, le Maroc est militairement au plus fort alors que le Polisario est au plus bas ! Mais continuer était plus inutile que jamais. Malgré quelques dernières escarmouches, la guerre du Sahara était bien finie.

« ON EFFECTUAIT NOS MISSIONS AÉRIENNES À L'ŒIL NU. UN JOUR, J'AI TIRÉ SUR NOS PROPRES POSITIONS... »

Soldat marocain en faction près de Smara

PHOTOS AFP

1991-2004

DEPUIS LE CESSEZ-LE-FEU...

En août 1988, déjà, le Maroc et le Polisario avaient approuvé le plan de règlement de l'ONU, mais sans doute en espérant, chacun, forcer la décision par les armes. En juin 1990, et malgré l'adoption du plan, chacun poursuit son propre plan : durer et porter la guerre sur le plan politique pour le Polisario, courir derrière la légitimité internationale et rattraper près de deux décennies d'erreurs politiques et d'absences diplomatiques pour le Maroc. Le Plan, outre les dispositions référendaires, crée la Minurso en 1991 (Mission des Nations unies pour le Sahara Occidental) qui, avec ses 1000 hommes, veillera à l'identification des votants et au respect du cessez-le-feu. C'est à cette époque, déjà, qu'apparaîtront les premières difficultés pour la définition du corps électoral. Pendant ce temps, la communauté internationale tente de réunir, pour de bon, les deux parties autour d'une table de négociation. Mais les résultats restent frustrants. C'est le 16 septembre 1997 que seront signés les accords de Houston sur la reprise du processus d'identification et la mise en œuvre du plan de règlement. Mais le contenu de ces accords et particulièrement le dernier point qui stipule que *"les tribus contestées se présenteront individuellement devant la commission d'identification"* provoque la colère des tribus Tekna, essentiellement dans le nord du Sahara. Blocage général et retour à la case départ.

En septembre 2000, le Maroc propose pour la première fois une solution négociée dans le cadre de la souveraineté marocaine. Le Polisario s'en tient au référendum. Nouveau blocage. C'est James Baker qui revient à la charge, cette fois en mai 2001, avec un projet d'accord-cadre qui accorde les pouvoirs locaux de gestion aux Sahraouis, le Maroc gardant tous les attributs et prérogatives de la souveraineté, sécurité, diplomatie, finances. Le Polisario refuse. Le 19 février 2002, c'est le tour du S.G de l'ONU, Kofi Annan, de proposer quatre options dont l'une est inédite : la division du territoire entre Marocains et Sahraouis. L'Algérie accepte, le Maroc refuse, imité en cela par le Polisario. Pas de troisième option. Les résolutions se multiplient et la Minurso prend racine au Sahara quand, le 31 juillet 2003, le conseil de sécurité adopte la résolution 1495 qui remet les compteurs à zéro : un référendum d'autodétermination après 4 ou 5 années de transition. L'éventualité d'une indépendance est clairement évoquée. Le Maroc formule une contre-proposition qui pourrait ouvrir la voie à un État fédéral sur le modèle espagnol. Ce qui passerait forcément par une révision constitutionnelle. Vous avez dit surprise ? Réponse de l'ONU le 30 avril prochain.